

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsmel
Guerre populaire jusqu'au communismel**

PARTI COMMUNISTE

PIERRE SEMARD

Social-impérialisme et social-fascisme

février 1930

Le VIe Congrès mondial et plus fortement le Xe Exécutif soulignèrent l'évolution de la social-démocratie du social-impérialisme au social-fascisme.

Cette évolution se manifeste à l'échelle mondiale de façon toujours plus ouverte par une collaboration plus étroite avec la bourgeoisie, par la participation aux gouvernements bourgeois et la collaboration à diverses institutions capitalistes et d'Etat.

C'est au moment où se manifeste un ébranlement plus profond de la stabilisation capitaliste et où les mouvements de masse prennent un caractère plus offensif et menacent le régime, que la social-démocratie se prépare à jouer plus complètement encore son rôle de sauveur du régime, comme la social-démocratie allemande le joua en 1918 et 1923.

Aussi, dans le procès de fascisation qui se produit dans tous les Etats, les social-démocrates jouent un rôle des plus importants, agissant en véritables social-fascistes.

Partout, agents de leur capitalisme

Grumbach en voulant renforcer sa thèse en faveur de la participation des socialistes au pouvoir, dressa le tableau suivant de la collaboration des social-démocrates à des gouvernements bourgeois :

« En Suède, au Danemark les socialistes ont participé à des cabinets de coalition dont la présidence était confiée à un socialiste. En Tchécoslovaquie, ils ont collaboré dans un gouvernement de grande coalition où ils n'étaient nullement en majorité. En Belgique ils ont été dans un gouvernement d'Union nationale intégrale. En Allemagne les social-démocrates collaborent à un gouvernement de coalition qui est présidé par le socialiste Hermann Muller. En Angleterre le Labour Party est au pouvoir et gouverne avec les voix du parti libéral. »

Grumbach s'est bien gardé d'insister, et pour cause, sur la politique impérialiste suivie par les travaillistes anglais et les social-démocrates allemands au pouvoir. C'est que leur attitude n'est pas chose facilement explicable à la classe ouvrière.

La social-démocratie allemande qui en 1918 et 1923, avec Noske et Scheidemann, noya dans le sang le mouvement révolutionnaire, n'est pas à quelques cadavres de travailleurs près et au Premier Mai dernier le socialiste Préfet de police Zoergiebel a montré comment un gouvernement social-démocrate s'y prenait pour maintenir l'ordre dans la rue.

Depuis les schupos aux ordres de Hermann Muller et de Severing - ce dernier auteur de la loi fasciste dite de protection de la République - ont montré leur volonté de protéger le régime établi en faisant mitrailler les sans-travail qui manifestent contre la récente suppression de leur indemnité de chômage par le gouvernement Hermann Muller.

Les social-démocrates allemands qui gouvernent en compagnie des

populistes qui représentent l'industrie lourde, ont défendu le plan Young qui consacre l'asservissement et l'appauvrissement des masses travailleuses et ils ont montré leur souci de l'organisation de la défense nationale en mettant en chantier un grand cuirassé.

Par la politique de rapprochement avec les grandes puissances alliées qu'ils ont pratiquée aux conférences de la Haye et aussi par le récent accord signé avec la Pologne ils ont montré leur intention de faire participer l'Allemagne au front antisoviétique et à la préparation à la guerre contre l'U.R.S.S.

Le travaillisme anglais est au pouvoir pour la deuxième fois. Il gouverne non seulement avec le soutien du parti libéral, mais souvent avec l'approbation des conservateurs. Il suffit de rappeler l'attitude d'excellent défenseur des intérêts de l'Empire Britannique qui a été adoptée par Snowden à La Haye, pour montrer que les socialistes de Sa Majesté Georges V entendent lui conserver intact son immense royaume.

Les apparentes mesures libérales réalisées pour l'Egypte et envisagées pour les Indes ne visent qu'à endiguer les mouvements de révolte qui se multiplient cependant que la répression la plus féroce qui soit est exécutée aux Indes, en Palestine et en Egypte.

Le gouvernement Mac Donald a recherché quelques succès symboliques dans sa politique intérieure en se livrant à des affirmations de volonté de paix et de désarmement. (voyage de Mac Donald aux Etats-Unis et conférence navale). C'est là une politique, de bluff et de mensonge destinée avant tout à masquer la véritable faillite de sa politique intérieure.

Ainsi, les travaillistes au cours de leur campagne électorale avaient fait des promesses formelles, allant jusqu'à la nationalisation des mines, mais depuis qu'ils exercent le pouvoir ils n'ont pris que des mesures dérisoires, ne voulant pas heurter de front les grands industriels dont ils ont la charge d'exécuter le programme.

Si l'on examine la politique suivie par les social-démocrates qui se

qualifient de « gauches », comme le font les socialistes autrichiens, on constate qu'ils sont encore plus cyniques dans la trahison et plus dangereux pour la classe ouvrière en raison de leur démagogie et de leurs phrases révolutionnaires.

Les socialistes autrichiens qui furent à l'avant-garde dans la répression contre les ouvriers révolutionnaires lors des combats sanglants de Vienne en 1927 et qui contribuèrent ainsi à ouvrir la voie au fascisme, n'ont cessé de capituler devant les forces fascistes. Ils ont directement ou indirectement aidé à l'adoption des lois de dictature qui ont modifié la Constitution et qui permettent maintenant la réalisation de fait de la triple dictature du gouvernement, du patronat et des syndicats fascistes.

Socialistes de droite et de gauche pour la paix sociale

Les socialistes français qui collaborèrent au gouvernement d'Union sacrée de 1914 à 1918, se sont tout récemment montrés divisés en présence de l'offre de participation ministérielle qui leur fut faite par la bourgeoisie, et depuis la discussion dans le parti socialiste se poursuit entre participationnistes et anti-participationnistes.

Les travailleurs, mal informés, pourraient croire que le socialisme français est plus à gauche que l'allemand ou l'anglais, ou encore qu'il s'est opéré un certain redressement sous la pression des éléments « gauches ». En réalité c'est que gauche, centre et droite du parti socialiste *acceptent également l'exercice du pouvoir en régime capitaliste* et qu'ils ne diffèrent que sur les modalités et l'opportunité.

Ceux de droite sont prêts à participer à un gouvernement bourgeois sans autre condition qu'une composition de « gauche ».

Ceux de « gauche » repoussent, du moins en parole, la collaboration à un gouvernement où les socialistes seraient en minorité et les plus intransigeants revendiquent « tout le pouvoir », c'est-à-dire un gouvernement du type Mac Donald.

Mais cette prétendue intransigeance, des socialistes de gauche ne dépasse pas la défense des principes : dans la pratique ils sont aussi à droite que les droitiers, ils s'associent et couvrent la politique de ceux-ci sous des phrases révolutionnaires, ce sont eux qui se chargent de la faire avaler aux masses socialistes et socialisantes.

C'est ainsi que les socialistes « gauches » condamnent les propositions de participation ministérielle faites par les éléments de droite, mais ils acceptent que Bouisson préside la Chambre d'Union nationale avec le patronage officiel de Tardieu ; ils acceptent que Paul-Boncour préside la Commission des Affaires Etrangères et vice-préside le Conseil supérieur de la défense nationale, ils acceptent que Renaudel soit rapporteur du budget de l'Air et qu'il collabore en compagnie de Moch et Jouhaux au Conseil supérieur des transports aériens, ils acceptent que Poisson et Lévy collaborent au Conseil national économique, etc.

Les socialistes de « gauche » n'ont jamais manifesté de divergences avec la politique fondamentalement révisionniste et collaborationniste de leur parti. Ils sont associés à tous ses actes, à toutes ses manifestations.

Spinasse, l'apôtre du fordisme, prédicateur de l'américanisation de l'industrie française n'est pas un isolé dans le parti socialiste ; tout le parti, « gauche » comprise, partage ses conceptions sur la nécessité du développement de l'économie française.

Ainsi, les socialistes et réformistes de la C.G.T. après s'être montrés les meilleurs collaborateurs du capitalisme et de l'Etat dans la réalisation de la stabilisation financière sont maintenant les meilleurs artisans de la rationalisation capitaliste.

Leur collaboration au *Redressement Français* et au *Conseil National Economique* n'a d'autre but que d'assurer le succès de la rationalisation dans les industries diverses, dans l'agriculture, dans la « mise en valeur des colonies », c'est-à-dire dans la consolidation du régime capitaliste.

Par exemple, Poisson qui collabore au Conseil National Economique écrivait dernièrement que dans cet organisme les socialistes « travaillaient à la prospérité générale » et il en faisait la démonstration en disant : « le C.N.E. a particulièrement marqué que certains outillages nationaux des plus importants, tels l'aviation, avaient complètement été laissés de côté, ou recevaient des attentions plus qu'insuffisantes ».

Les fruits de cette collaboration sont si peu discutables que Tardieu déclarait à la séance d'ouverture du C.N.E. : « Je ne me sens pas tout à fait dépaysé en prenant séance parmi vous... Vous venez de partout et vous êtes tous d'accord pour que soient respectés, qu'il s'agisse de problèmes de classe, de problèmes politiques et philosophiques, les conceptions et les principes de chacun... Toutes les forces productives de la nation sont parmi vous ; forces patronales, forces ouvrières unies pour un même effort. Cette collaboration caractérise, en effet, ce que sera la politique sociale et économique du gouvernement que j'ai l'honneur de présider ».

Dans l'intérêt de la paix sociale indispensable au succès de la rationalisation capitaliste, les socialistes se sont affirmés avec la C.G.T. pour l'arbitrage obligatoire et ce sont les « gauches » à la Lebas qui ont été les plus actifs dans le sabotage des grèves. Les socialistes « gauches » du Nord torpillèrent la grande grève du textile en invitant ouvertement les ouvriers à faire oeuvre de jaunes.

Dans toutes les grèves (Nord, Loire, Gard), dans tous les mouvements de masse (Premier Mai, Vincennes, Premier Août), les socialistes ont fait leur besogne d'auxiliaires du patronat et des gouvernants.

Au Premier Août notamment, ils furent les meilleurs collaborateurs des gouvernants dans la besogne de démoralisation et de désagrégation du mouvement de masse contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'URSS, au point qu'ils abandonnèrent, le 4 Août, la manifestation internationale contre la guerre, qui avait été cependant décidée par la II^e Internationale.

Le socialiste Lafaye a parfaitement souligné les exigences de cette politique de défense de l'intérêt général en affirmant « *que le syndicat devait être un sérum contre la grève* ».

Tous d'accord autour de la « plus grande France » !

Les socialistes de « gauche » ne se sont pas davantage opposés à la politique social-impérialiste de leur parti. Cependant, Paul-Boncour et Renaudel n'ont cessé de collaborer à l'augmentation de la puissance militaire de l'impérialisme français.

Paul-Boncour est vice-président du Conseil supérieur de la Défense nationale et comme tel il est le meilleur artisan de la mobilisation totale « *sans distinction d'âge ni de sexe* » et en particulier de la mobilisation industrielle.

Renaudel est rapporteur du budget de l'aviation ; ce socialiste qui ne veut pas que la défense nationale puisse se trouver en défaut, qui demande autre chose que « *des fusils de bois et des avions en carton peint* », a fait voter 2 milliards pour la construction d'une flotte de l'air de 3.000 avions.

A la Chambre le socialiste Goude s'est affirmé le défenseur des sous-marins en réclamant l'augmentation de leur nombre et le socialiste Baron s'est fait l'apôtre de l'organisation de la guerre chimique.

Ainsi le parti socialiste tout entier, et non quelques-uns de ses membres, est le collaborateur actif de la bourgeoisie et des gouvernants dans la préparation de la guerre impérialiste.

Il est également son collaborateur dans toutes les entreprises de duperie que sont les conférences dites de paix et de désarmement.

Paul-Boncour fut longtemps le représentant de l'impérialisme français à la S.D.N. et, au moment de la première conférence de La Haye, il regretta que le gouvernement d'alors n'ait pas eu des ministres radicaux et socialistes pour accompagner Briand à La Haye, en disant « *que le gouvernement français se trouvait affaibli*

du fait qu'en face du socialisme anglais et allemand au pouvoir, le socialisme français était tout entier dans l'opposition ».

A ce moment le « centre-gauche » et anti-participationniste à éclipse Bluni se montra le défenseur acharné du plan Young que maltraitait son collègue en socialisme Snowden et il félicita Briand « *pour son prestige et le vrai courage qu'il mettait au service de la paix* ».

C'était là encore la position du parti socialiste qui s'est à nouveau manifestée dans la discussion à propos de la Conférence navale de Londres au cours de laquelle Paul-Boncour, au nom de son parti qui vota ensuite la confiance au gouvernement Tardieu, déclara :

« Pour être fort dans une négociation internationale il ne faut pas se sentir seul. Pour être fort il faut sentir qu'on exprime une opinion publique vigoureuse, qu'on porte avec soi, non pas seulement le destin de son pays, mais la volonté de son pays, clairement exprimée par son parlement... »

Ainsi le gouvernement pourra dire à Londres que sur ces problèmes vitaux il y a dans le parlement français une unanimité qui lui permet d'être ferme, et par dessus toute considération politique ou ministérielle, moi, homme d'opposition, j'aurai pu vous aider, gouvernement, à manifester clairement les intentions de cette Chambre unanime sur deux intérêts indissolubles, unis par toutes les souffrances que nous avons subies et qui s'appellent l'intérêt de la France et l'intérêt de la paix ».

Est-il possible de se solidariser plus complètement avec la politique impérialiste du gouvernement ?

Et cependant dans le domaine de la politique coloniale le parti socialiste est encore plus catégoriquement impérialiste.

Le parti socialiste a déclaré dans une résolution de congrès « *qu'il ne pouvait préconiser pour les peuples coloniaux que l'adoption progressive et continue des principes de la démocratie française... qu'il ne s'agit pas d'accorder le droit de vote à tous les autochtones,*

quel que soit leur degré de culture, mais seulement que l'élite indigène sachant lire, écrire et parler français, contribue à égalité avec les représentants des citoyens français à la gestion du pays ».

C'est là une thèse esclavagiste qui justifie la politique de brigandage que l'impérialisme français pratique dans toutes ses colonies.

D'ailleurs cette affirmation théorique du droit de domination et d'exploitation des masses indigènes a été précédée de mesures pratiques comme le vote des crédits pour les guerres du Maroc et de Syrie, d'un vote de confiance au gouvernement pour la poursuite des opérations militaires contre les Riffains et de la participation du groupe parlementaire socialiste à la politique de répression appliquée par les gouvernements dits de « gauche » contre les ouvriers et paysans révolutionnaires qui se dressaient alors contre ces massacres de peuples coloniaux.

Et actuellement, le parti socialiste se prépare à réintégrer l'ex vice-roi de l'Indo-Chine, Alexandre Varenne qui déclarait à son retour « *avoir réorganisé militairement l'Indochine, équilibré son budget, garanti la propriété en respectant ses intérêts* », en soulignant « *qu'il aurait été absurde de faire dans un pareils pays de la politique anticapitaliste* » !

Ils préparent la guerre contre l'URSS

Collaborateurs de la bourgeoisie pour l'organisation de la défense nationale, pour la pénétration « pacifique » des colonies, pour une « plus grande France », les socialistes, tous les socialistes, sont à la pointe de l'agitation pacifiste destinée à masquer les préparatifs de guerre.

Pas une rencontre, pas une conférence des impérialistes qui ne soit présentée comme « un acheminement vers l'organisation de la paix et vers le désarmement ». Blum a salué Briand, salué Mac Donald, salué Stresemann, comme « artisans de la cause de la paix ».

Avec leur II^e Internationale ils ont osé soutenir que les pays de démocratie, comme la France et l'Angleterre travaillaient sincèrement pour la paix, mais que les pays de dictature comme l'Union soviétique menaçaient celle-ci.

Alors que l'impérialisme français devient de plus en plus l'élément actif dans la constitution du front anti-soviétique et dans la préparation de la guerre contre l'URSS, ils présentent l'Etat prolétarien comme poursuivant des buts impérialistes.

Rosenfeld et Paul Faure ont dénoncé dans *le Populaire* l'intervention de l'Armée Rouge en Chine comme une manifestation de « l'impérialisme rouge » en l'assimilant à la politique poursuivie par les autres impérialistes.

Au moment de la démarche de l'ambassadeur à Moscou, Herbet, qui apportait la protestation de la Roumanie contre l'offensive de l'Armée Rouge en Chine, *le Populaire* apporta la voix protestataire des socialistes au concert des voix bourgeoises qui réclamaient la rupture avec les Soviets, en considérant comme une injure à la France le refus de Litvinoff de recevoir Herbet. *Le Peuple* de Jouhaux épiloga sur la « grossièreté et la muflerie de Litvinoff » !

La participation des socialistes dans la préparation de l'attaque de l'U.R.S.S. par les impérialistes s'est encore manifestée récemment à la suite d'un rapport fait par le contre-révolutionnaire Kérénski devant le groupe parlementaire socialiste sur les « atrocités et les assassinats bolchéviques », par la décision prise de boycotter le groupe communiste à la Chambre : « *chaque fois que les communistes français oseront se plaindre d'une restriction des libertés politiques dans notre pays et dans notre démocratie, ils leur rappelleront soit à la tribune, soit dans la presse comment ces libertés sont peu respectées par les dirigeants soviétiques* ».

Ainsi, en innocentant les blancs, les contre-révolutionnaires qui s'acharnent à la destruction de l'URSS à l'intérieur et de l'extérieur, en soutenant le prétendu pacifisme des pays de démocratie tout en accusant l'URSS d'impérialisme rouge et l'I.C. de « *désirer la guerre*

pour des buts révolutionnaires », les socialistes préparent l'opinion à la guerre contre les barbares bolchéviks ; guerre qu'ils contribuent d'autre part à organiser matériellement en collaboration avec les gouvernants.

C'est-là du social-impérialisme le plus pur dont on peut encore constater la manifestation dans la déférence qu'observent les socialistes à l'égard de « gloires nationales » comme Foch et Clemenceau. Le rôle de Foch dans l'attaque contre l'Union soviétique en compagnie de son fidèle second Weygand, est connu.

Marty pour l'avoir vigoureusement souligné purge actuellement cinq années de prison.

Or, les socialistes qui se livrent à leur démagogie coutumière à propos de la nomination du clérical Weygand, sont solidaires de Renaudel qui a rendu hommage à Foch en ces termes : « *La guerre terminée, le maréchal Foch s'est tenu à son rôle. Il a conservé une altitude discrète sur les problèmes intérieurs de nos luttes politiques et n'a pas tenté de heurter les sentiments républicains* ».

C'est bien là le ton du social-fasciste qui rend hommage au chef militaire qui a donné la victoire à la France, et aussi qui s'est montré l'ennemi le plus résolu du communisme et de l'URSS en n'hésitant pas à préconiser les moyens d'en venir à bout.

La réalité du social-fascisme

Certes les socialistes se livrent à une opposition parlementaire, ils accusent même Tardieu de fascisme tout en distinguant dans le gouvernement les « démocrates » comme Briand ; mais les procédés fascistes qu'ils emploient contre le mouvement révolutionnaire, contre le Parti communiste et la C.G.T.U. complètent admirablement ceux des gouvernants.

Le gouvernement Tardieu dans son ensemble marque une importante étape dans la voie de la fascisation de l'Etat et, dans la pratique aussi

bien qu'idéologiquement, la social-démocratie (Parti socialiste et C.G.T.) contribue à cette fascisation.

Le socialiste Marquet a déclaré que « *la démocratie avait surtout cette qualité éminente d'empêcher les mouvements révolutionnaires* » et si Paul-Boncour n'a pas encore eu, comme un Severing, la possibilité de mettre ses théories en pratique, il peut se reconnaître en Tardieu ; il s'est affirmé, comme lui, un « réaliste » partisan d'un « gouvernement fort » qui n'hésite pas à prendre les mesures les plus rigoureuses contre ceux qui menacent le régime.

Les socialistes de la Seine, socialistes de gauche, ont montré pratiquement au cours de deux manifestations, à Japy et à Champigny, comment, en collaboration étroite avec la police de Tardieu, ils entendaient empêcher les contre-manifestations communistes.

Cela après le vote des fonds secrets de police par le groupe socialiste, après le vote de confiance au préfet de police Chiappe et après le vote en faveur du renforcement de la police à Paris par les conseillers socialistes Fiancette et Levillain, après de nombreux votes de crédits pour la construction de casernes de gardes mobiles par des municipalités socialistes.

Les tentatives répétées que les socialistes font actuellement pour toucher de plus larges masses, avec la protection assurée de la police, le fait qu'à Japy et plus particulièrement à Champigny, *la police laissait poliment passer ceux qui étaient porteurs de la carte socialiste*, alors qu'elle assommait les ouvriers communistes et sympathisants est un aspect de l'action combinée du gouvernement fasciste Tardieu-Briand et des social-fascistes contre le prolétariat révolutionnaire et pour la destruction du Parti communiste.

Voilà la besogne que la « gauche » socialiste poursuit, que s'efforce de réaliser le « gauche » Ziromski qui déclarait récemment « que le redressement du parti socialiste est tellement opéré que si Blum se présentait maintenant dans le 20è, il serait élu ».

Ce n'est pas que le parti socialiste ait gagné beaucoup d'ouvriers, mais il a conquis des éléments de la petite-bourgeoisie, des employés, des fonctionnaires et même des bourgeois qui sont pleinement rassurés par la politique qu'il poursuit maintenant.

Quand Ziromski, s'adressant à la police à Champigny, s'écrie démagogiquement : « *Messieurs les agents, laissez les communistes, nous leur règlerons leur compte* », il s'efforce sans doute de masquer la collusion trop visible des forces social-fascistes et policières, mais la bourgeoisie ne s'y trompe pas, elle sait qu'elle trouvera dans le parti socialiste français des Scheidemann, des Noske, des Zoergiebel, assassins d'ouvriers et qui ont été approuvés par *tous* les socialistes de la II^e Internationale.

Le social-fascisme n'est donc pas une « imagination bolchévique », mais bien une réalité et si ses manifestations en France ne sont pas apparemment aussi brutales et aussi violentes qu'en Allemagne, elles sont tout aussi dangereuses et cruelles pour la classe ouvrière.

Après les massacres de plus de 15.000 ouvriers allemands et l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxembourg par la social-démocratie qui avait délégué au pouvoir les Ebert, Noske et Scheidemann, toute la bourgeoisie mondiale les félicita comme les sauveurs du régime capitaliste.

Depuis les mêmes louanges ont été adressées aux socialistes qui dans les divers pays furent placés au pouvoir par leur bourgeoisie. Le gouvernement travailliste anglais est particulièrement apprécié.

Le conservateur Baldwin a déclaré : « *Pourquoi ne marquerais-je pas devant les gestes actuels du gouvernement travailliste une neutralité silencieuse, sinon bienveillante. Du point de vue strictement anglais ce qu'il a obtenu, c'est ce que nous avons préparé. Il sera toujours temps de l'arrêter s'il franchit les limites dans lesquelles il se tient prudemment* ».

Et le dictateur Horthy le donne en exemple ainsi : « *Lorsque des rangs de nos ouvriers surgira un Mac Donald, un Henderson ou un*

Snowden hongrois, qui, pénétré des intérêts de sa patrie, prendra pour elle fait et cause comme ces grands leaders des ouvriers britanniques l'ont fait à La Haye, alors les représentants des ouvriers seront aussi les bienvenus dans le gouvernement du pays ».

Voilà des hommages mérités que la bourgeoisie française peut adresser elle aussi aux social-fascistes du parti socialiste et de la C.G.T. et que le « gauche » Ziromski ne peut répudier, puisqu'il s'est associé, de fait, à la politique des travaillistes anglais.

Et si la bourgeoisie française décoche encore quelques flèches aux socialistes, ce n'est que pour mieux jauger leur évolution collaborationniste avec la société bourgeoise et son Etat et pour mieux éprouver leur solidité comme contre-révolutionnaires.

Pour nous, il est désormais clair qu'ils sont des social-fascistes et que leur parti ouvrier-bourgeois doit être combattu au même titre que tous les partis de la bourgeoisie.